



LRA
CRISIS
TRACKER

DOSSIER DE
SÉCURITÉ SEMESTRIEL
[JANVIER-JUIN 2012]

Une publication de
INVISIBLE CHILDREN + RESOLVE
LRACrisisTracker.com

TABLE DES MATIÈRES

Synthèse	2
Contexte politique notable et développements	3
Attaques de la LRA signalées contre des civils	4
Congo: structures changeantes des activités de la LRA.....	5
Congo: activités de la LRA signalées dans le complexe de la Garamba.....	6
République Centrafricaine: recrudescence significative de la violence LRA.....	7
Soudan et Soudan du Sud: tendances des activités de la LRA	8
Massacres de civils et enlèvements par la LRA signalés.....	9
Tendances dans les enlèvements de civils par la LRA signalés.....	10
Rapatriés signalés et recrutement net estimé	11
Explication du processus d'enquête.....	12-13
À propos	14

SYNTHÈSE

	ATTAQUES LRA	MEURTRES	ENLÈVEMENTS	RAPATRIÉS
Juin-décembre 2011	83	22	137	201
Janvier-juin 2012	190	38	311	230
% différence	+129%	+73%	+127%	+14%

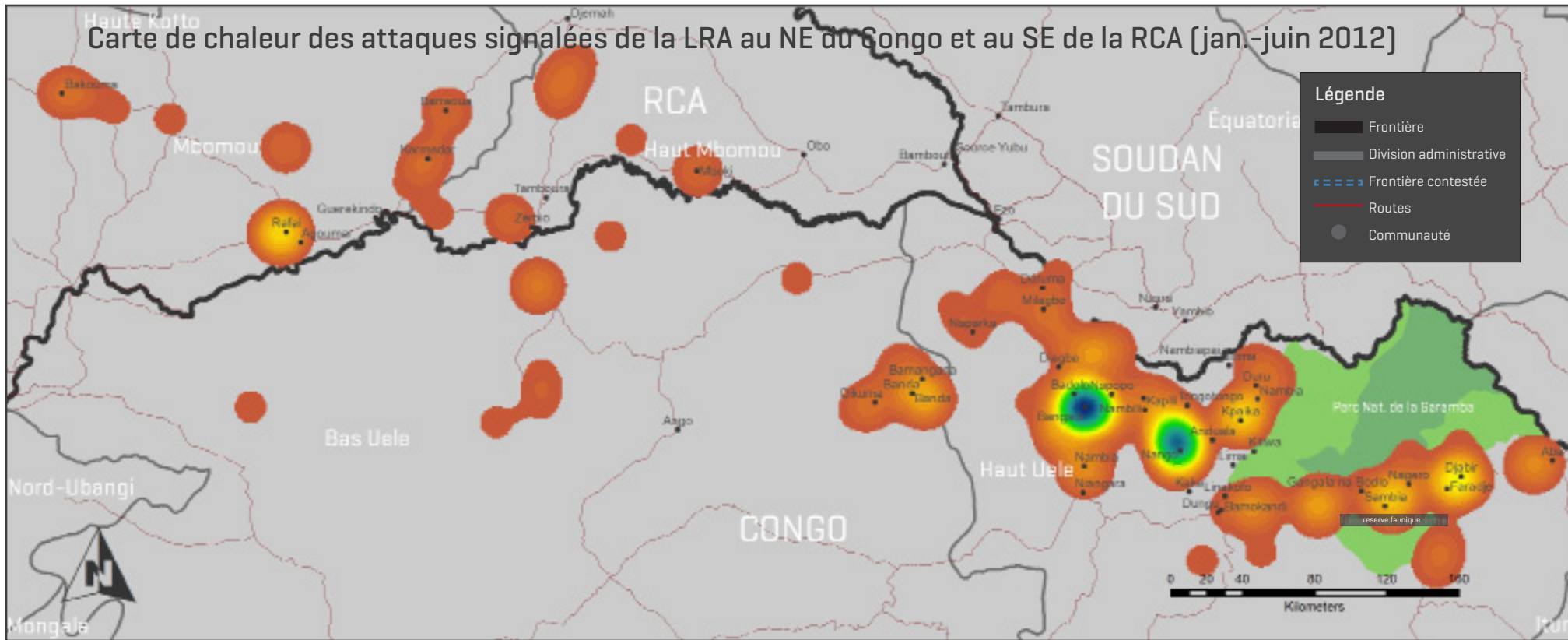
Le dossier de sécurité semestriel du LRA Crisis Tracker (Moniteur de la crise de la LRA) fournit un résumé et une analyse des activités signalées de l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army ou LRA) de janvier à juin 2012 (période d'étude). Ce résumé couvre l'activité de la LRA en République centrafricaine (RCA), République démocratique du Congo (Congo), Soudan du Sud, et Soudan.

Les attaques signalées de la LRA sont en forte augmentation durant la période analysée avec une hausse de 129 % depuis la seconde moitié de l'année 2011. Les forces de la LRA ont commis 129 attaques de janvier à juin 2012, au cours desquelles elles ont tué 38 personnes et en ont enlevé 311 autres. De juillet à décembre 2011, les forces de la LRA ont commis 83 attaques, au cours desquelles 22 personnes ont été tuées et 137 autres enlevées.

Les activités de la LRA différaient de manière significative à travers la région durant la période d'analyse, soulignant le processus de fragmentation continu des groupes de la LRA. 82% (155) des attaques signalées de la LRA ont eu lieu au Congo, consistant principalement d'actes de pillage et d'enlèvements à petite échelle. En RCA, les forces de la LRA ont commis autant d'attaques que durant toute l'année 2011, et ont d'après les rapports, tué deux fois plus de personnes qu'en 2011. Une activité notable de la LRA sur place fut une attaque contre une mine d'uranium française près de Bakouma. Aucune attaque au Soudan du Sud n'a été rapportée depuis septembre 2011.

Aucune attaque de la LRA n'a été rapportée non plus au Soudan entre janvier et juin 2012, mais les officiers supérieurs de la LRA, y compris Joseph Kony ont, d'après certains rapports, cherché refuge dans la région du Darfour du Sud au Soudan. D'autres hauts gradés, dont Dominic Ongwen et Okot Odhiambo, sont restés, toujours d'après les mêmes rapports, dans le sud-est de la RCA. Le 12 mai, les forces militaires ougandaises ont capturé Caesar Achellam, un autre officier supérieur de la LRA, près de la frontière entre la RCA et le Congo.

En plus d'Achellam, 230 combattants et personnes enlevées ont quitté les camps de la LRA ou ont échappé à la LRA entre janvier et juin 2012. Ces chiffres marquent une augmentation de 14 % par rapport aux six derniers mois de 2011. En mai et juin 2012, plus de personnes ont réussi à fuir les rangs de la LRA qu'il n'y a eu de nouvelles personnes enlevées. C'est la première fois que cela se produit depuis novembre 2011. Parmi les défections importantes, il y a eu celle du garde du corps d'Achellam, qui s'est échappé le 26 juin avec 5 autres officiers de la LRA après avoir été accusé d'avoir laissé fuir Achellam.



CONTEXTE POLITIQUE NOTABLE ET DÉVELOPPEMENTS

Intensification du conflit régional

Durant la période d'analyse, le conflit armé s'est intensifié de manière significative en Afrique orientale et centrale. Dans l'est du Congo, le lancement de la rébellion du Mouvement du 23 Mars (M23) a déclenché une crise humanitaire et a accru la tension entre le Congo et le Rwanda. Elle a aussi contraint le gouvernement congolais à redéployer 750 soldats, entraînés par les États-Unis, des zones où la LRA est active vers la province du Nord-Kivu. En RCA, le Front populaire pour le redressement (FPR) et d'autres groupes armés continuent de constituer un danger significatif pour le gouvernement national. Les escarmouches aux frontières se sont poursuivies entre les forces soudanaises et sud-soudanaises, y compris le long de la frontière entre le Darfour du Sud et l'état du Bahr el-Ghazal occidental, où la présence de forces de la LRA a été reportée.

Lancement d'initiatives de l'UA et de l'ONU

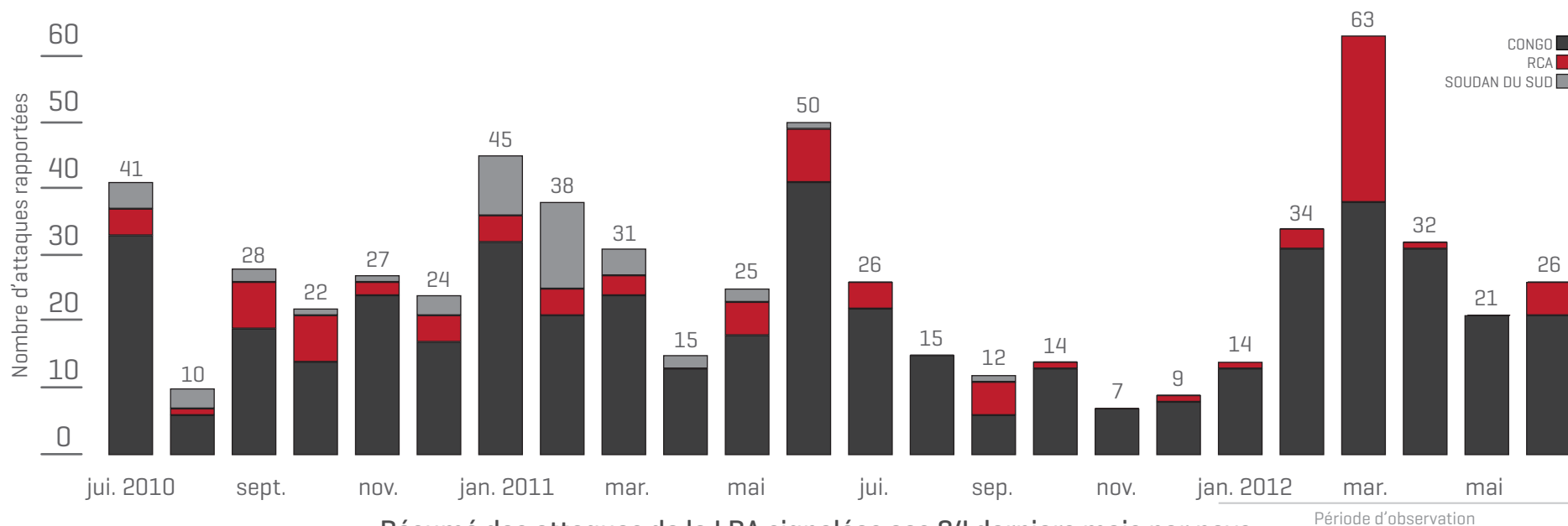
En mars 2012, l'Union africaine (UA) a officiellement lancé son Initiative de coopération régionale pour l'élimination de la LRA (Regional Cooperation Initiative for the Elimination of the LRA ou RCI-LRA, en anglais). L'initiative comprend un corps expéditionnaire régional (Regional Task Force ou RTF, en anglais), composé de forces militaires nationales déjà déployées dans les régions affectées par la LRA, et un mécanisme de coordination commune (Joint Coordination Mechanism ou JCM, en anglais) pour améliorer la coordination diplomatique entre les gouvernements touchés par le problème de la LRA. En juin, l'envoyé de l'UA sur la problématique de la LRA Francisco Madeira et le représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique centrale Abou Moussa ont informé le Conseil de sécurité de l'ONU au sujet de la LRA. À la suite de cet entretien, le Conseil a approuvé une nouvelle stratégie de l'ONU vis-à-vis de la LRA, qui vise

à soutenir la RCI-LRA de l'UA et à coordonner l'activité des acteurs de l'ONU dans les zones affectées par la LRA.

Déploiement de conseillers militaires américains

Suite à une annonce faite par le Président Obama en octobre 2011, des conseillers militaires ont été déployés en Afrique centrale et orientale pour apporter leur aide aux efforts régionaux contre la LRA, en travaillant principalement avec l'armée ougandaise. La plupart des conseillers sont basés en Ouganda, avec des bases avancées à Nzara (Soudan du Sud), Obo et Djemah (RCA). Les conseillers assurent une présence limitée au Congo, où les troupes ougandaises n'ont pas été officiellement autorisées à opérer depuis septembre 2011.

ATTAQUES DE LA LRA SIGNALÉES CONTRE DES CIVILS



Résumé des attaques de la LRA signalées ces 24 derniers mois par pays

Résumé des attaques

[JANVIER À JUIN 2012]

Le total des 190 attaques rapportées indique une brusque augmentation des actes de violence de la LRA en comparaison avec la situation durant le second semestre de 2011 (83 attaques de la LRA signalées), et un retour aux niveaux de violence observés durant le premier semestre de 2011 (204 attaques de la LRA signalées).

De plus, il y a eu 59 attaques connues contre des civils dans les zones touchées par la LRA entre janvier et juin mais dont les auteurs sont inconnus. 15 personnes ont été tuées et 44 autres enlevées lors d'incidents attribués à des groupes armés inconnus.

Les forces de la LRA pourraient être responsables de certaines de ces attaques, qui pourraient cependant aussi être imputées à des bandits, des soldats solitaires ou d'autres groupes. (Pour de plus amples informations sur la manière dont le Moniteur de la crise de la LRA identifie les responsables des attaques, voir page 12).

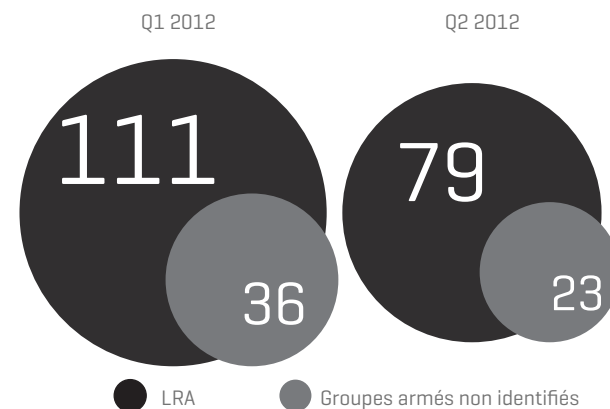
Attaques signalées par pays

[JANVIER À JUIN 2012]

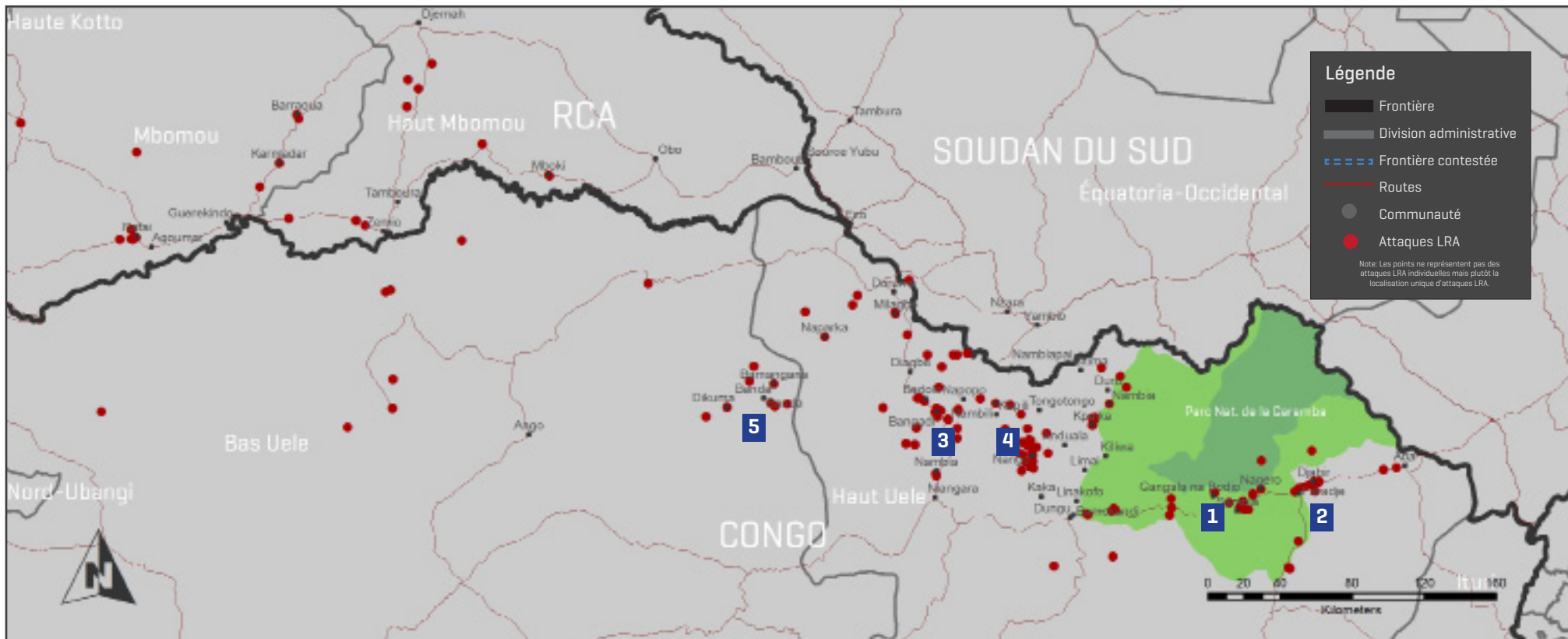


Attaques commises par la LRA comparées à celles de groupes armés non identifiés

[JANVIER À JUIN 2012]



CONGO: STRUCTURES CHANGEANTES DES ACTIVITÉS DE LA LRA



Haut-Uélé : au sud du complexe géographique de la Garamba

Les attaques de la LRA au Congo pendant la période d'analyse se sont concentrées dans le district du Haut-Uélé, où se trouvent le Parc National de la Garamba et les réserves environnantes (complexe géographique de la Garamba). Les attaques de la LRA signalées se sont concentrées au sud du complexe de la Garamba, particulièrement le long de la route entre Dungu et Faradje **1** et autour de la ville de Faradje **2**. L'activité rapportée au sud du complexe de la Garamba a chuté, selon les estimations, de l'ordre de 30 attaques entre janvier et mars à 5 attaques entre avril et juin. La mission de maintien de la paix des Nations-Unies au Congo (MONUSCO) dispose de bases à Dungu et à Faradje.

Haut-Uélé : à l'ouest du complexe de la Garamba

Les attaques de la LRA rapportées se sont également concentrées à l'ouest du complexe de la Garamba, où les zones autour des villes de Bangadi **3** et Ngilima **4** ont subi la majorité des attaques rapportées. Ces zones ont connu un niveau de violence constant entre janvier et juin 2012. La MONUSCO a des détachements à Bangadi comme à Ngilima.

Il y a eu aussi un grand nombre d'attaques commises par des groupes armés non identifiés à l'ouest du complexe de la Garamba, atteignant 47 % de toutes les attaques rapportées par des groupes inconnus pour cette seule région, durant le premier semestre de 2012.

Bas-Uélé

Les rapports d'activités de la LRA dans le district du Bas-Uélé, situé juste à l'ouest de district du Haut-Uélé, ont augmenté sensiblement durant le premier semestre de 2012 (17 attaques), comparés à ceux du second semestre de 2011 (11 attaques). Cette recrudescence d'activités de la LRA, ajoutée au manque d'infrastructures de télécommunications et d'activités de la protection civile dans la région, laisse à craindre que les forces de la LRA n'utilisent le Bas-Uélé comme une base arrière sûre. La plus forte concentration d'activités de la LRA signalées dans le Bas-Uélé se situe autour de la ville de Banda **5**. D'après certains rapports, les forces de la LRA y ont notamment enlevé 13 personnes en une seule opération, et 20 personnes en deux opérations distinctes dans le Bas-Uélé, ce qui en fait les trois plus importantes opérations d'enlèvement par les forces de la LRA rapportées au Congo durant le premier semestre de 2012.

CONGO: ACTIVITÉS DE LA LRA SIGNALÉES DANS LE COMPLEXE DE LA GARAMBA

Historique des activités de la LRA dans le complexe de la Garamba

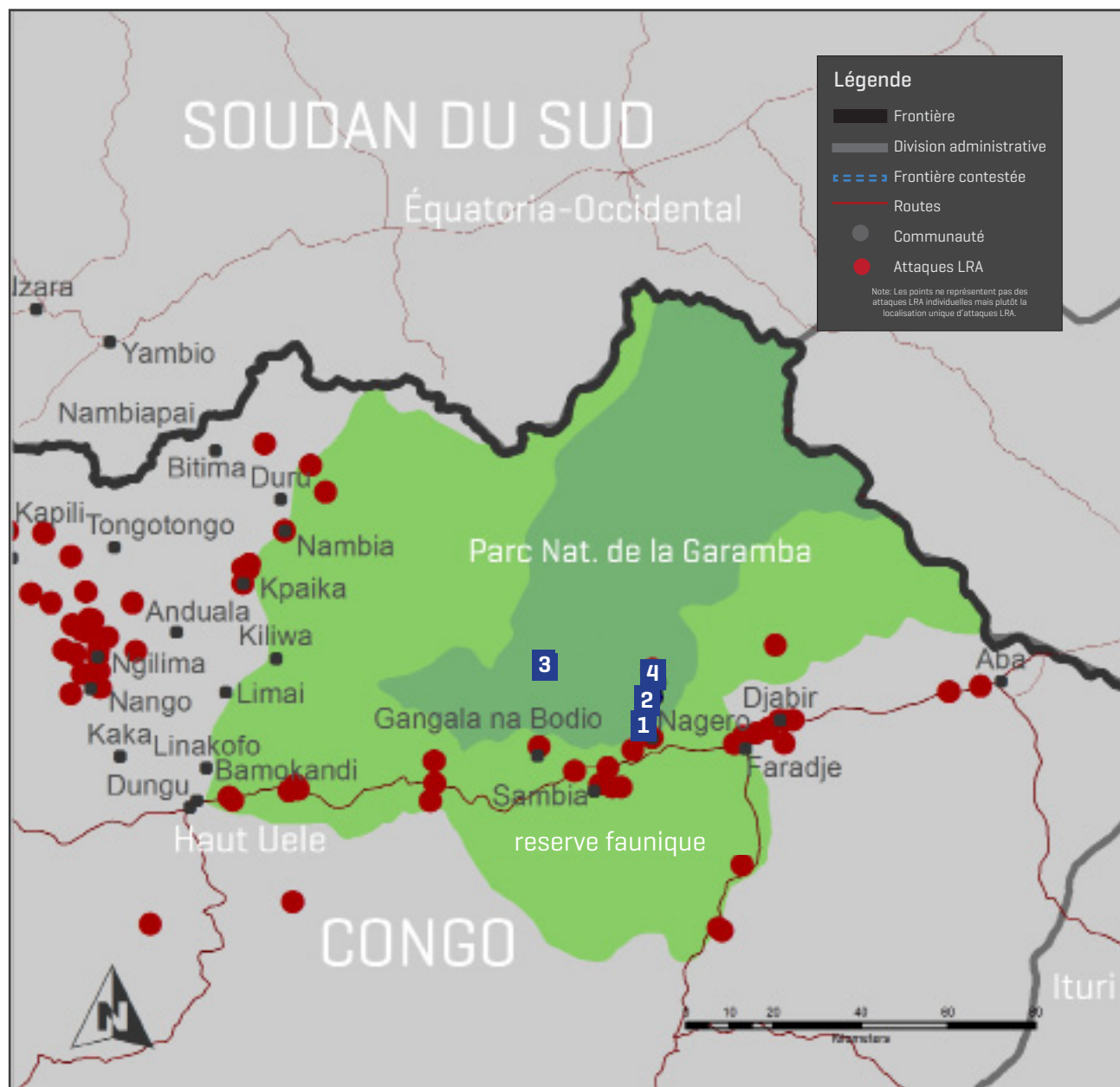
Les forces de la LRA conduites par le feu chef de guerre Vincent Otti, sont entrées pour la première fois dans le Parc National de la Garamba en 2005. Joseph Kony a rejoint le groupe peu après, et la LRA a établi plusieurs bases et fermes dans le parc durant les pourparlers de paix avec le gouvernement ougandais entre 2006 et 2008. En décembre 2008, l'armée ougandaise a bombardé les camps de la LRA dans la région, et deux semaines plus tard, la LRA exerçait des représailles en tuant 15 membres du personnel du parc et en détruisant pour deux millions de dollars d'équipement **1**. L'activité de la LRA autour du complexe de la Garamba a diminué en 2010 et début 2011, suite à la capture du commandant de la LRA Charles Arop en novembre 2009 **2**.

Augmentation des activités de la LRA dans le complexe de la Garamba en 2012

Les activités de la LRA dans et aux abords du parc ont à nouveau augmenté vers la fin de 2011 et début 2012. Le personnel du parc a rapporté avoir découvert un camp de la LRA qui a accueilli 50 combattants de la LRA et 50 à 60 femmes et enfants en avril 2012 **3**. En juin, le personnel du parc et les forces de la LRA se sont affrontés à 12 kilomètres du quartier général du Parc National de la Garamba à Nagero, au Congo **4**.

Implication potentielle de la LRA dans le trafic illégal d'ivoire

Le regain d'activité de la LRA autour du Parc National de la Garamba est allé de pair avec une recrudescence du braconnage d'éléphants et les responsables du Parc pensent que les forces de la LRA peuvent être impliquées dans le trafic illégal d'ivoire. Une femme qui s'est échappée d'un camp de la LRA a annoncé que les groupes de la LRA opérant dans le parc National avaient reçu l'ordre de Kony de tuer les éléphants et de lui expédier leurs défenses. Elle affirme aussi avoir vu des combattants de la LRA quitter le parc en emportant 10 défenses d'éléphants. Le 16 mai, le personnel du parc a également annoncé avoir retrouvé trois cadavres d'éléphants mâles, à la suite de quoi ils ont affronté les présumés forces de la LRA, à qui ils ont confisqué des défenses d'éléphants.



RCA: RECRUDESCENCE SIGNIFICATIVE DE LA VIOLENCE LRA

Attaques de la LRA en hausse suite aux opérations ougandaises

En 2012, l'armée ougandaise, la seule force de la région disposant de la capacité de traquer les groupes de la LRA dans les régions difficiles d'accès, s'est concentrée sur la chasse des groupes de la LRA présents dans le sud-est de la RCA, où certains des officiers supérieurs de la LRA comme Dominic Ongwen et Okot Odhiambo sont supposés se trouver. En particulier, les opérations ougandaises se sont concentrées sur des groupes de la LRA opérant dans les grandes réserves forestières à l'ouest de Djemah, en RCA **1**. Début février, des attaques de la LRA contre des civils vivant dans les villages aux alentours des réserves forestières ont été rapportées et ont connu une recrudescence dramatique avant de diminuer à nouveau de la fin avril jusqu'au mois de juin.

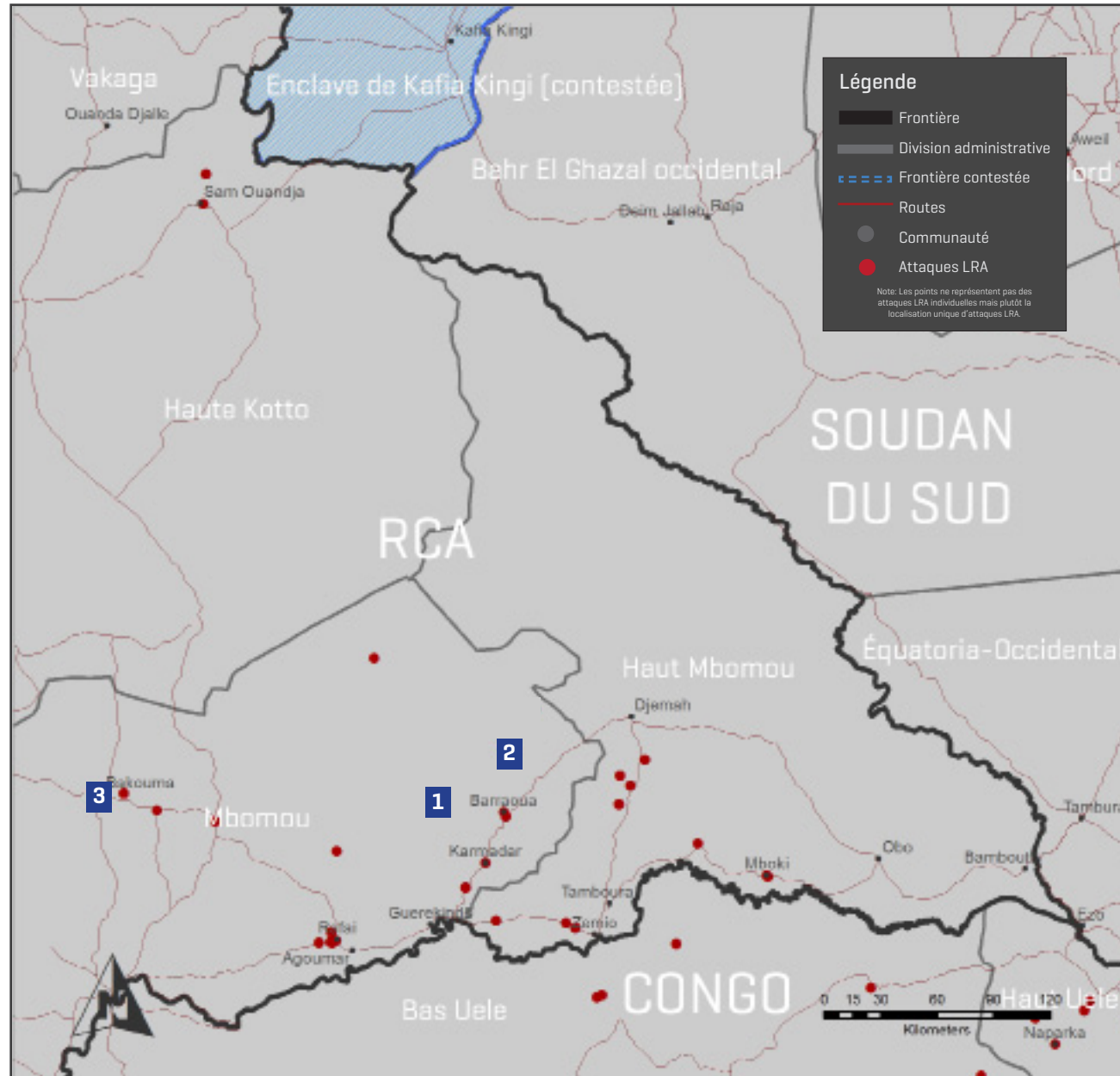
Globalement, il y a eu 35 attaques de la LRA signalées en RCA entre janvier et juin 2012, c'est-à-dire autant que durant toute l'année 2011. La plupart des attaques de la LRA rapportées durant le premier semestre de 2012 (67 %) ont eu lieu dans la préfecture centrafricaine de Mbomou, alors qu'en 2011, 68 % des attaques se sont déroulées dans la préfecture du Haut-Mbomou, situé plus à l'est. Il se peut que les groupes de la LRA se déplacent vers l'ouest pour échapper aux forces ougandaises et aux conseillers militaires américains, qui sont basés au Haut-Mbomou.

Massacre de mineurs d'or dans la réserve de chasse CAWA

Vers le 20 mars, des employés de la réserve de chasse privée CAWA, à l'ouest de Djemah, ont découvert les corps de 13 mineurs d'or assassinés **2**. Plusieurs employés de la réserve de chasse ont été accusés des meurtres, mais Human Rights Watch a publié un communiqué en juillet, établissant que les forces de la LRA, qui sévissaient dans la zone à cette époque, étaient « vraisemblablement » responsables de l'attaque.

Attaque contre le complexe minier d'uranium près de Bakouma

Entre le 21 et le 25 juin, les forces de la LRA ont mené, selon des rapports, au moins 6 attaques contre des communautés proches de la ville de Bakouma, en RCA **3**. Cette série inclut une attaque datée du 24 juin, au cours de laquelle environ 30 combattants de la LRA ont mené un raid contre le complexe minier d'uranium appartenant à la compagnie française Areva, pillant et emportant de la nourriture, des vêtements, des composants électroniques et des ordinateurs. La LRA a enlevé 14 personnes durant cette série d'attaques. La plupart ont été relâchées par la LRA ou se sont échappées peu après avoir été enlevées.



SOUDAN & SOUDAN DU SUD : TENDANCES DES ACTIVITÉS DE LA LRA

État du Darfour du Sud et enclave de Kafia Kingi (Soudan)

Depuis 2009, des groupes de la LRA ont été actifs, selon des rapports, dans l'état du Darfour du Sud et dans l'enclave de Kafia Kingi, une zone contestée le long de la frontière entre le Darfour du Sud (Soudan) et le Bahr el-Ghazal occidental (Soudan du Sud). L'enclave est incorporée au sein du Darfour du Sud depuis 1960, et les troupes soudanaises sont déployées dans des villes stratégiques comme Dafaq et Kafia Kingi.

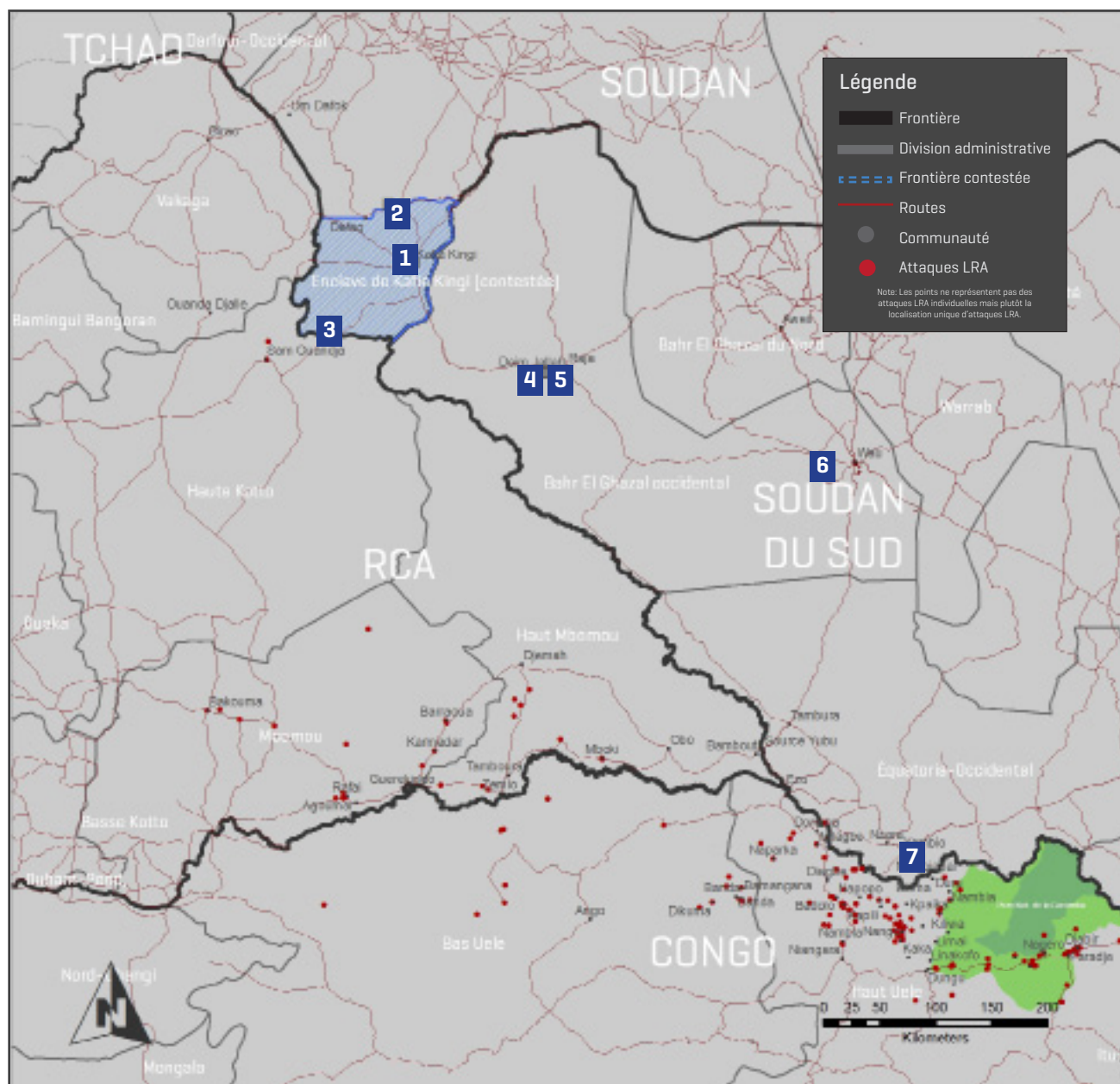
Un groupe de la LRA aurait pris contact, d'après certaines informations, avec les forces soudanaises dans l'enclave de Kafia Kingi en octobre 2009 **1**. En septembre 2010, la LRA se serait battue avec le groupe de rebelles du Darfour connu sous le nom de "Libération and Justice Movement" (LJM) près de Dafaq **2**. Toujours selon diverses sources, les forces de la LRA se seraient également battues avec des groupes rebelles du Darfour en novembre 2011 **3**. En avril 2012, des responsables militaires ougandais et la « Sudan Liberation Army – Minni Minawi » (SLAMM), un groupe rebelle du Darfour ayant des liens avec le gouvernement ougandais, prétendaient que les forces de la LRA opéraient au Darfour du Sud en recevant le soutien du gouvernement soudanais.

État du Bahr el-Ghazal occidental (Soudan du Sud)

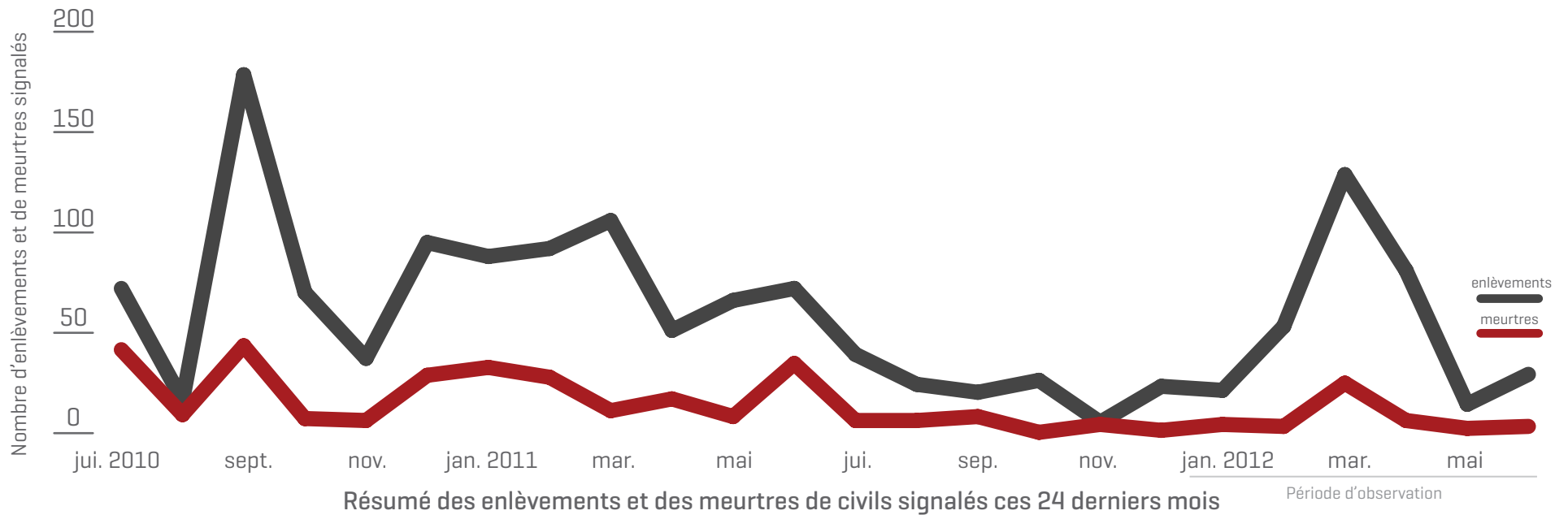
La dernière attaque de la LRA signalée dans le Bahr el-Ghazal occidental s'est déroulée en septembre 2011 contre un bureau de police dans la ville de Deim Jallab, à l'ouest de Raga **4**. Fin 2011, les forces militaires sud-soudanaises ont capturé des combattants de la LRA à Deim Jallab **5**. Des responsables politiques locaux ont signalé que les forces de la LRA avaient enlevé deux filles à Mboro le 7 janvier 2012, mais l'identité des auteurs n'a pas été confirmée **6**.

État de l'Équatoria-Occidental (Soudan du Sud)

Les communautés de l'État de l'Équatoria-Occidental ont subi de graves attaques de la LRA en 2008 et 2009 suite au bombardement ougandais des camps de la LRA en territoire congolais. Les groupes de la LRA sont restés actifs dans l'État de l'Équatoria-Occidental en 2010 et début 2011, se rendant coupables de 67 attaques. Il y a toujours 50 000 personnes déplacées dans l'État de l'Équatoria-Occidental à cause de la LRA, quoique la dernière attaque connue dans la région date de juin 2011 **7**.



MASSACRES DE CIVILS ET ENLÈVEMENTS PAR LA LRA SIGNALÉS



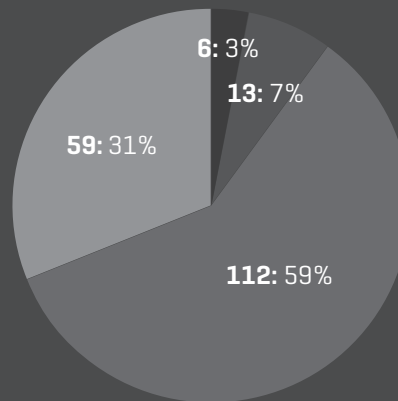
Résumé des meurtres de civils par la LRA signalés [JANVIER-JUIN 2012]

Il y a eu un total de 38 meurtres de civils rapportés entre janvier et juin 2012, soit une chute de 33 % par rapport aux 57 meurtres du second semestre de 2011. Les attaques comprenant des pertes en vies humaines civiles représentent 10 % de toutes les attaques répertoriées. Au Congo, la LRA a tué 12 personnes entre janvier et juin 2012, selon plusieurs rapports, sans jamais tuer plus d'une personne par attaque. Le nombre moyen de personnes tuées par attaque au Congo était de 0,08, le ratio le plus bas jamais enregistré dans la base de données du Moniteur de la crise de la LRA, qui reprend des incidents allant jusqu'en novembre 2009.

En RCA, les attaques de la LRA signalées ont été bien plus meurtrières. La LRA a tué 26 personnes pendant la période d'analyse, soit 0,74 personne par attaque. Ceci comprenait le massacre rapporté de 13 mineurs dans la réserve de chasse CAWA et le meurtre de 6 civils près de Rafai les 20 et 21 mars.

INVISIBLE CHILDREN + RESOLVE LRA CRISIS TRACKER

Types d'attaques [JANVIER À JUIN 2012]



Meurtres et enlèvements de civils
 Meurtres de civils
 Enlèvements de civils
 Aucun des deux *

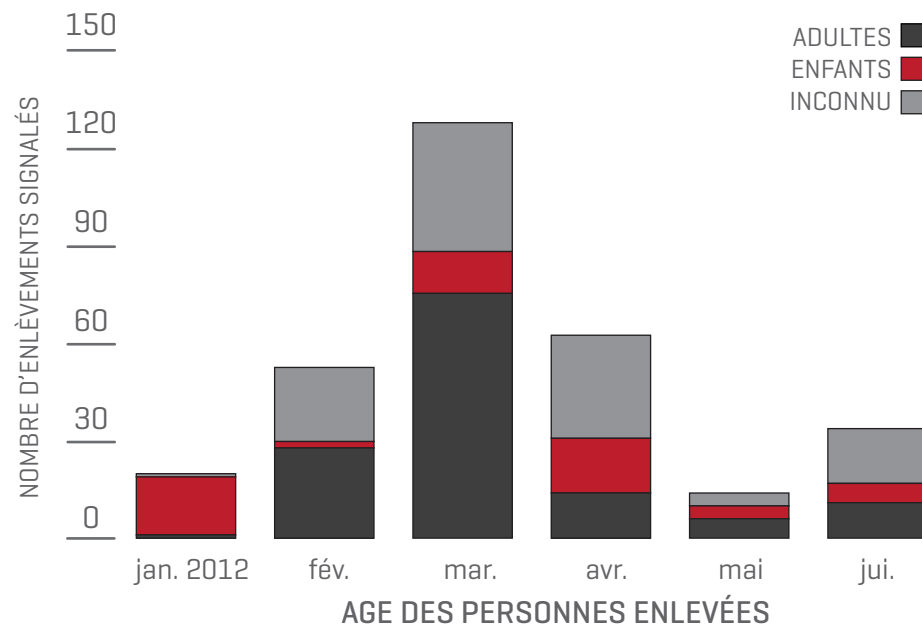
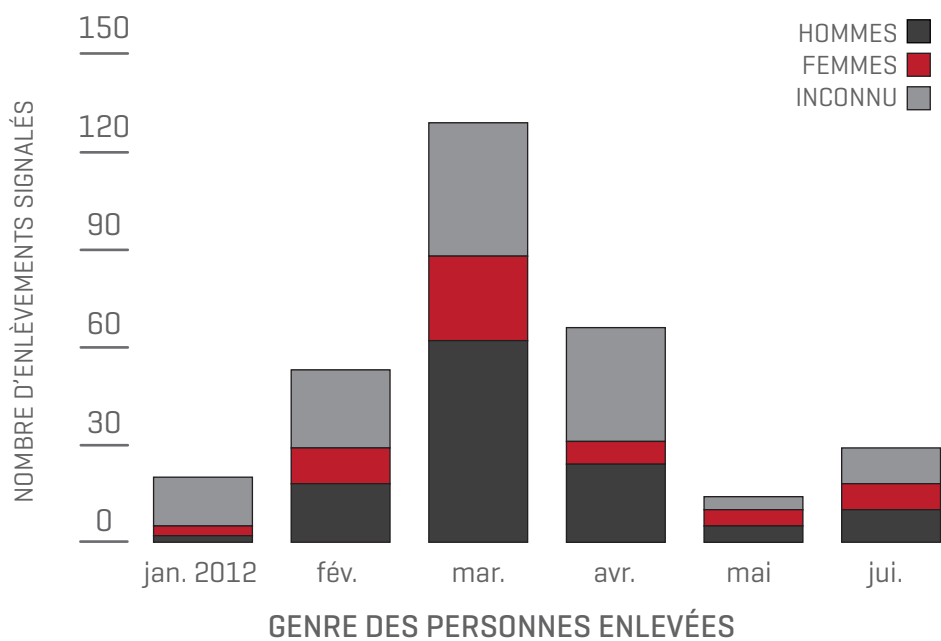
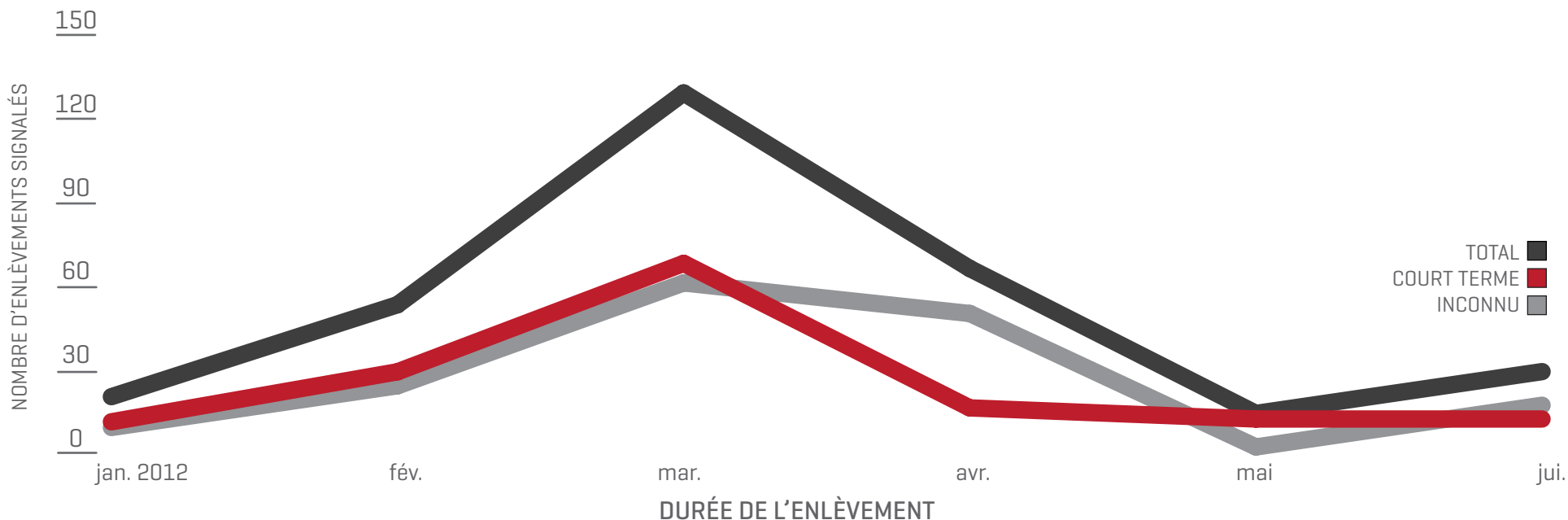
[* Attaques résultant en des blessures infligées à des civils, au pillage, à la violence sexuelle ou le déplacement de personnes]

Résumé des enlèvements de civils par la LRA signalés [JANVIER-JUIN 2012]

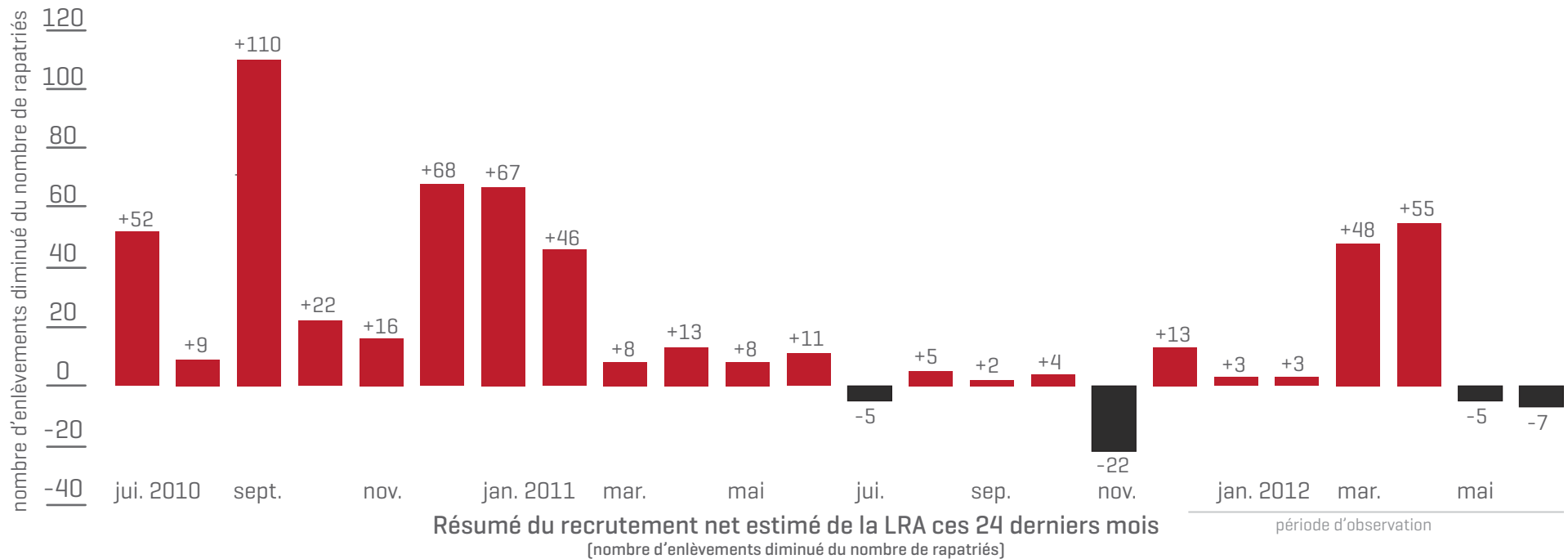
Selon diverses informations, la LRA a enlevé de janvier à juin 2012 quelques 311 personnes : 222 au Congo et 89 en RCA, soit en moyenne, 1,63 personne enlevée par attaque, quoique le ratio d'enlèvements par attaque est plus élevé en RCA (2,47) qu'au Congo (1,43). En 2011, la LRA a enlevé 2,10 personnes en moyenne par attaque.

47,6 % de ces enlèvements ont été confirmés comme des enlèvements à court terme (la personne s'enfuyait ou était libérée dans les 72 heures). Cette tendance était plus prononcée au Congo, où 58,6 % de tous les enlèvements ont été signalés comme des enlèvements à court terme, comparés à seulement 20,2 % en RCA. Concernant les enlèvements où le genre des personnes était signalé, on compte 67,3 % d'hommes contre 32,7 % de femmes. Pour les enlèvements où l'âge des personnes était indiqué, on compte 70,6 % d'adultes et 29,4 % d'enfants.

TENDANCES DANS LES ENLÈVEMENTS SIGNALÉS DE CIVILS PAR LA LRA



RAPATRIÉS SIGNALÉS ET RECRUTEMENT NET ESTIMÉ



Résumé des rapatriés signalés

[JANVIER-JUIN 2012]

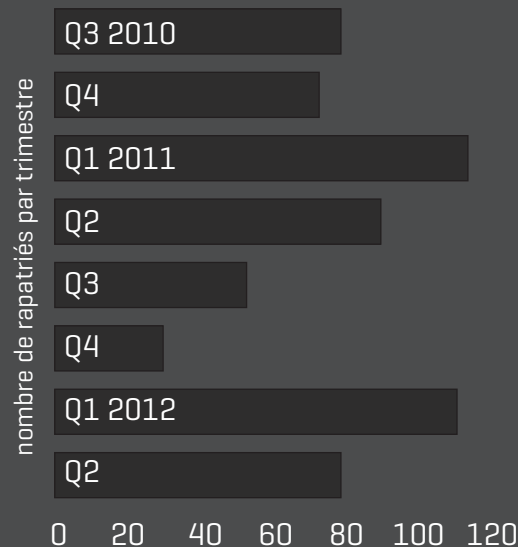
159 personnes ont été signalées comme rapatriés au Congo, 53 en RCA, et 18 au Soudan du Sud durant les six premiers mois de 2012. 149 personnes sont revenues chez elles entre janvier et mars contre seulement 81 entre avril et juin. Les cas de rapatriements signalés ont augmenté de 14 % entre le second semestre de 2011 (201 rapatriés) et le premier semestre de 2012 (230 rapatriés)

Caesar Achellam : l'incident le plus significatif concernant les rapatriés durant la période d'analyse fut la capture de Caesar Achellam, commandant en chef de la LRA. D'après diverses informations, les forces ougandaises ont capturé Achellam le 12 mai près de la frontière entre le Congo et la RCA le 12 mai, avec ses deux filles et sa femme.

Quoique l'importance d'Achellam en tant que commandant et sa position au sein de la hiérarchie de la LRA au moment de sa capture ne sont pas clairement connues, sa disparition pourrait

Rapatriés signalés

[JANVIER-JUIN 2012]



porter un coup au moral des combattants de la LRA. Le 20 mai, deux combattants de la LRA se sont rendus à Mboki, RCA, invoquant la capture d'Achellam comme la raison de leur désertion. La désertion du garde du corps d'Achellam, qui s'est enfui avec 5 officiers de la LRA le 26 juin après que d'autres chefs de la LRA l'ont menacé de mort, nous indique également que la capture d'Achellam pourrait être la cause de futures divisions au sein des rangs de la LRA.

Messages de désertion : Pendant la période en question, il y a également eu un certain nombre de cas de combattants de la LRA ayant exprimé leur volonté de désertir. En mars 2012, des forces de la LRA ont pris contact trois fois et de manière différente, avec des civils à Nakale (Congo), contacts pendant lesquels ils ont exprimé leur désir de se rendre, notamment en demandant aux civils de remettre une lettre aux forces de maintien de la paix des Nations-Unies. Le 20 mai, des combattants ont demandé à deux filles près de Nandike (Congo) où ils pourraient se rendre aux forces de sécurité.

EXPLICATION DU PROCESSUS D'ENQUÊTE

1 Collecte des données

Sources:

- Réseau des antennes de radio HF en République démocratique du Congo et en RCA
 - Les civils signalent des incidents aux opérateurs de l'antenne-radio HF
 - Plus de 30 opérateurs radio HF appellent le point de référence a Dungu deux fois par jour pour signaler des éventuelles activités de groupes armés
 - Les incidents observés sont entrées dans des formulaires adaptés puis sont envoyés vers des co-encodeurs de données
- Rapports des Nations-Unies et des ONG
- Sources médiatiques et de presse
- Contacts avec la société civile au sein des communautés locales
- Sources gouvernementales
- Études de terrain conduites par le personnel de Resolve et Invisible Children

Couverture des sources : les membres de l'équipe chargée du maintien de la base de données la base de données du Moniteur de la crise de la LRA font tous les efforts possibles pour obtenir des données en provenance de toutes les régions affectées par la rébellion de la LRA. Comme les régions touchées sont souvent d'un accès difficile, l'infrastructure disponible pour récolter des données est souvent inégale d'une région géographique à une autre, et les données insérées dans la base de données sont souvent de meilleure qualité dans les zones où les ONG et les agences de presse sont plus actives. La base de données du Moniteur de la crise de la LRA ne prétend pas présenter un tableau exhaustif de tous les incidents commis par la LRA ou en relation avec elle dans la région, mais les membres de l'équipe font tous les efforts possibles pour acquérir des données en provenance des zones difficile d'accès.

2 Encodage des données

Encodage dans la base de données : les rapports d'informations sont partagés entre les membres d'une

équipe d'encodeurs issus d'Invisible Children et de Resolve. Les encodeurs déterminent si la source est fiable ou pas (voir section 4.2.B du code de chiffrement « Déterminer la fiabilité de la source »). Avant qu'un incident ne soit encodé, l'encodeur lit les informations sur d'autres incidents apparus durant le même laps de temps, et vérifie s'il n'y a pas de doublons.

Indice de fiabilité : après qu'un incident ait été catégorisé, chaque incident se voit doté d'un indice de fiabilité, qui évalue le degré de confiance de l'équipe dans les détails de la donnée relatée. On donne à chaque incident un ratio allant de 1 à 5, 1 signifiant le moins fiable et 5 le plus fiable. L'indice est basé sur le sérieux de la source, la confiance en l'identité des protagonistes impliqués dans l'incident, et le degré de détail fourni dans le rapport source. Un indice de fiabilité allant de 2 à 5 est considéré comme suffisamment vérifié pour être annoncé au public, ces données sont donc incluses dans les statistiques et les analyses (code de chiffrement section 4.2.A).

Indice de fiabilité quant à l'auteur des faits : pour distinguer les attaques de la LRA des attaques des autres groupes armés, le code de chiffrement du Moniteur de la Crise dispose d'une liste d'indicateurs montrant si on a affaire ou non à la LRA. Si après avoir vérifié les indicateurs et autres preuves disponibles, l'encodeur détermine que le protagoniste d'une attaque est vraisemblablement LRA, il donne à l'incident un Indice de fiabilité protagoniste LRA, « bas », « moyen » ou « élevé », pour mesurer la probabilité que le protagoniste soit effectivement LRA (code de chiffrement section 4.2.C). Si l'encodeur, après avoir vérifié un incident, pense que la LRA n'était pas impliquée et que le protagoniste est inconnu, le protagoniste est indiqué comme « groupe armé » et l'incident n'est pas consigné.

3 Révision des données

Vérification initiale : chaque rapport est contrôlé par un second encodeur de données pour repérer les éventuelles erreurs humaines et les doublons. Les encodeurs re-

cherchent des incidents dont les détails sont semblables et qui se trouvent généralement proches dans le temps et l'espace. Ces incidents font alors l'objet d'une enquête pour s'assurer qu'il ne s'agit pas de doublons.

Révision par des experts : le personnel d'Invisible Children et de Resolve ayant une expérience de terrain révisé les incidents sensibles immédiatement, et tous les incidents une fois par trimestre. Si le membre du personnel sent qu'un incident a été mal interprété, il corrige le rapport de l'incident et, au besoin, le sort des statistiques. Des experts régionaux et de la LRA, externes, sont consultés au besoin.

4 Consignation des données et partage

Consignation des données : après qu'un incident ait été encodé et approuvé à être consigné, il apparaît sur le site web du Moniteur de la crise de la LRA. Seuls des incidents impliquant la LRA ou des personnes auparavant enlevées par la LRA et dotés d'un indice de fiabilité de 2 ou plus sont consignés.

Sensibilité des données : les informations sensibles comme les sources spécifiques de données, les informations relatives aux forces de sécurité et les informations personnelles des personnes mineures ne sont pas partagées avec le public.

Partage des données : les données sont régulièrement envoyées aux agences des Nations-Unies et aux organisations humanitaires à des fins de comparaison et de collaboration.

5 Restructuration des données

Comme la base de données grossit et que les outils sont mis à jour pour refléter les meilleures pratiques, les en-

EXPLICATION DU PROCESSUS D'ENQUÊTE (SUITE)

codeurs revisitent et remanient les données existantes au besoin.

Avec la mise en place du Réseau de radiophonies HF et de mécanismes d'informations améliorés dans la région, les rapports d'incidents sont devenus plus détaillés et la base de données a été adaptée pour refléter cet état de fait. Des champs de données comprenant des informations sur l'âge et le genre des victimes et sur la nature des biens pillés, ont été ajoutés depuis que la base a été démarrée. Les encodeurs revisitent périodiquement tous les incidents et rapports pour y ajouter les nouveaux dé-

6 Analyse des données et compte-rendu

Le personnel du Moniteur de la crise analyse les données pour y déceler des tendances et des schémas dans les activités de la LRA. Par exemple, les encodeurs cherchent des tendances en matière d'âge et de genre des personnes enlevées, de recrutement net (nombre total de personnes enlevées moins le total des rapatriés), et de recrudescence de certains types d'attaques. Ils cherchent aussi de nouvelles tendances dans les activités de la LRA.

Les encodeurs analysent aussi des zones et provinces spécifiques pour y déceler des variations (à la hausse ou à la baisse) en nombre et type d'attaques.

Après que l'analyse ait été achevée et révisée, elle est publiée dans divers rapports du Moniteur de la crise.

Définitions

Attaque :

Un incident est considéré comme une « attaque » dans le rapport si l'activité de la LRA a pour résultat une des violations suivantes des droits de l'homme : violence entraînant des morts ou des blessures, violence sexuelle ou basée sur le genre des personnes, enlèvement, pillage, ou

déplacement de personnes. Pour les définitions détaillées de ces abus en matière de droits de l'homme, merci de consulter la section 4.5 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Meurtre (personne tuée) :

Un incident est considéré comme un « meurtre » si un acte violent a eu pour résultat la mort d'un individu qui n'est pas connu pour son association avec un groupe armé ou les forces de sécurité. Les morts de civils suite à des blessures subies lors d'une attaque sont considérées comme des « meurtres ». Donc, si un civil est tué pendant sa captivité dans un camp de la LRA, sa mort est considérée comme un « meurtre » si elle se produit endéans la première semaine de sa capture initiale. Pour une explication détaillée des incidents catégorisés comme « meurtres », merci de consulter la section 4.5.1 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Enlèvement :

Un incident est considéré comme un « enlèvement » s'il implique une ou plusieurs personnes prises en otage contre leur volonté par la LRA pour quelque période de temps que ce soit, en ce compris des civils qui sont enlevés et libérés, ou qui s'échappent, dans la même journée. Un enlèvement de court terme est caractérisé par une durée de 72 heures ou moins. Cela ne veut pas forcément dire que les enlèvements qui ne sont pas considérés comme « de court terme » sont obligatoirement « de long terme », car il n'y a peut-être pas eu de rapport sur le retour de la personne enlevée. Pour une explication détaillée des incidents classés comme « enlèvements » ou « enlèvements de court terme », merci de consulter la section 4.5.2 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Personnes revenues chez elles (rapatriés) :

Une « personne revenue chez elle » ou un « rapatrié », c'est toute personne qui s'échappe, est libérée, est sauvée, ou déserte de sa captivité auprès de la LRA. Ce champ ne tient pas compte des membres de la LRA qui sont capturés. Pour une explication détaillée des données relatives aux personnes revenues chez elles, merci de consulter la section 4.5 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

À propos

RESOLVE

Resolve est une organisation de soutien basée à Washington D.C. qui cherche à sensibiliser les dirigeants politiques américains et internationaux pour prendre les mesures nécessaires afin d'en finir de manière permanente avec la violence de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Afrique centrale et de permettre aux communautés affectées par les sévices de la LRA d'obtenir réparation. Pour en savoir plus, consultez theResolve.org.

236 Massachusetts Ave. NE, Ste. 500
Washington, DC 20002
USA
Téléphone : +1 (202) 596-2517
LRACrisisTracker@theResolve.org

INVISIBLE CHILDREN

Invisible Children est une ONG internationale qui s'attelle à assister les communautés dans les régions affectées par les sévices de la LRA en Afrique centrale, en répandant des systèmes d'alerte précoce communautaires, en s'adressant aux déserteurs et transfuges potentiels de la LRA et aux communautés affectées par voie de radio FM, et en réhabilitant des enfants précédemment enlevés. Pour en savoir plus, consultez invisiblechildren.com.

1620 5th Ave, Suite 400
San Diego, CA 92101
USA
Téléphone : +1 (619) 562-2799
LRACrisisTracker@invisiblechildren.com

Informations complémentaires

Pour un aperçu en temps réel et en géolocalisation des activités de la LRA, ou pour télécharger les données du Dossier de Sécurité bisannuel, veuillez trouver la carte du Moniteur de la crise de la LRA à l'adresse LRACrisisTracker.com.

À propos du Moniteur de la crise de la LRA

Les données publiées dans ce rapport ont été collectées grâce au Moniteur de la crise de la LRA d'Invisible Children et de Resolve, une base de données en géolocalisation (et projet d'information) qui vise à tracer les incidents conflictuels violents dans les zones d'Afrique centrale affectées par l'armée de résistance du seigneur (LRA). Via la publication de rapports réguliers et le partage ouvert des données collectées, le Moniteur de la crise de la LRA cherche à aider à surmonter le déficit actuel en informations fiables et actualisées relatives à la crise de la LRA et à soutenir une politique améliorée et des réponses humanitaires adéquates à la crise.

Afin de renforcer continuellement l'ensemble des données du Moniteur de la crise de la LRA, Resolve et Invisible Children recherchent de nouvelles sources d'informations actuelles ou historiques sur les activités de la LRA. Pour fournir des informations au projet « Moniteur de la crise de la LRA », merci de contacter Resolve à l'adresse LRACrisisTracker@theResolve.org.

LRA CRISIS TRACKER TEAM

Resolve
Michael Poffenberger
Directeur exécutif

Paul Ronan
Directeur de la politique générale

Kenneth Transier
Manager de projet

Chelsea Geyer
Développeur de projet Moniteur de crise

Kaitlyn Scott
Développeur de projet Moniteur de crise

Invisible Children
Adam Finck
Directeur des programmes, Afrique centrale

Sean Poole
Coordinateur des programmes, initiatives au Congo

John Beaton
Développeur de projet Moniteur de crise

Margaux Fitoussi
Développeur de projet Moniteur de crise

Mercy Southam
Développeur de projet Moniteur de crise

Mélanie Zawadi
Cadre de projet, République démocratique du Congo

Sarah Katz-Lavigne
Coordinatrice de projet, République démocratique du Congo